IDÉES

SUR LA PÉNURIE

DE NOS FINANCES,

Et sur un moyen facile de les restaurer.

IDÉES

SUR LA PÉNURIE

DE NOS FINANCES,

ET SUR

UN MOYEN FACILE DE LES RESTAURER.

Après l'épreuve malheureuse que la nation a faite d'un papier-monnaie qui d'abord devait lui produire de si grands bienfaits, et dont les trois quarts des individus ont fini par être les tristes victimes, on doit s'attendre que toute proposition d'un nouveau papier ne pourra être reçue qu'avec beaucoup de défaveur.

Néanmoins, dans la pénurie extrême du numéraire en France, avec les difficultés qu'éprouve le Gouvernement à s'en procurer pour le courant même de ses dépenses; avec la disette qu'en éprouvent aussi le Commerce, les Manufactures,

l'Agriculture ; avec la misère affreuse qui en résulte pour toutes les classes des citoyens, de quel service ne serait pas dans ce moment un représentatif du numéraire, une monnaie nouvelle qui, créée sur une base solide et inébranlable, pût obtenir la confiance générale, et non-seulement suffire à tous nos besoins, mais encore procurer à l'Etat un revenu annuel très-considérable.

Eh bien, il existe un moyen de créer ce représentatif qui peut procurer à-la-fois tous ces avantages et une infinité d'autres que nous exposerons plus bas. Mais prenons garde de ne pas nous laisser épouvanter tout d'un coup par un simple mot, par le nom de papier que nous sommes obligés de lui donner encore ici. Quoi! parce que nous avons surchargé notre vaisseau sans mesure et sans bornes, au point de le faire couler à fond, devons-nous renoncer à faire usage d'un autre vaisseau quelconque, pour sauver les effets échappés au naufrage, et pour nous tirer du péril éminent où nous sommes? Est-il sage de rejeter sur le vaisseau la faute qui ne provient que de notre propre imprudence? Tel est exactement le cas dans lequel nous nous trouvons. Dans le besoin d'un papier-monnaie pour notre

plus grande aisance, nous avons créé l'assignat sans lui donner aucune base fixe et solide : ce papier créé d'une façon aussi inconséquente, est venu à se multiplier à l'infini, sans mesure et sans bornes ; n'est-il pas naturel qu'il ait fini par couler à fond et entraîner avec lui un désastre universel ? Mais un autre papier qui serait créé sur des bases solides, circonscrites et inaltérables, ne devrait-il pas naturellement aussi, éprouver et produire un effet absolument contraire ? Nous osons dire qu'un tel papier serait impérissable, et que dès son émission il rendrait la vie, l'activité à toutes les parties du corps social, et à tous les genres d'industrie.

Sans doute il peut exister plus d'un moyen de produire ces heureux effets, mais en attendant mieux, voici celui que nous aurions à proposer :

1°. Que la classe des propriétaires de biens-fonds soit admise à emprunter du Gouvernement, suivant leurs besoins, le tiers ou la moitié de la valeur de leurs propriétés, d'après estimation duement faite et bien constatée ;

2°. Que pour chaque somme empruntée, le Gouvernement donnât à l'emprunteur, en son nom particulier, des *billets ou bons hypothécaires*

en coupons depuis cent francs jusqu'à mille ou deux mille francs;

3°. Que pour les sommes empruntées, les biens-fonds soient hypothéqués jusqu'au parfait remboursement, qui serait fixé à des époques déterminées; (Je suppose trois ou quatre ans.)

4°. Que pour ce prêt de la part du Gouvernement, l'emprunteur soit tenu de lui payer annuellement un intérêt à raison de....... pour cent;

5°. Que comme il s'agirait de venir au secours du Gouvernement, de même que le Gouvernement viendrait en ceci au secours des particuliers, cet intérêt soit toujours payé d'avance et en numéraire;

6°. Que pour laisser le public maître de sa confiance qu'il ne pourrait manquer d'accorder bientôt à un papier aussi solidement établi, ces billets ou bons ne soient pas forcés entre particuliers dans les transactions de gré à gré; mais que cependant par-tout où il y aura procédure, sentence, exécution, etc., ils puissent être donnés par le débiteur en paiement, et doivent être reçus comme argent par le créancier;

7°. Que pour éviter les abus et obtenir plus

sûrement la confiance, ces billets ou bons soient émis dans chaque département pour les biens-fonds situés dans chaque département ;

8°. Qu'à mesure que ces billets ou bons rentreront, ils soient biffés en présence des débiteurs ; que la note en soit affichée tous les six mois, et que les billets rentrés soient brûlés publiquement ;

9°. Que dans le cas où l'emprunteur ne paierait pas ponctuellement aux époques convenues, les biens hypothéqués puissent être vendus dans un espace de tems très-court, à la charge par les acquéreurs d'acquitter les autres engagemens restans à remplir.

Si la France qui, d'après le calcul de Lavoisier, possédait en 1791 50 milliards de biens-fonds, en possède aujourd'hui 60, et s'il se présente des emprunteurs pour un cinquième seulement, ce cinquième, en calculant l'intérêt à cinq pour cent, sauf réduction à la suite, produirait au Gouvernement un revenu de 600 millions, qui sûrement serait dans le cas de le bien mettre à son aise, tant pour payer les rentes, les pensions, et le service arriéré, que pour satisfaire au courant de ses dépenses.

Ajoutez ensuite à ce revenu l'épargne immense

qu'il y aurait bientôt à espérer dans les dépenses de l'Etat, si le rétablisement de son crédit ramenait les fournitures et entreprises dans les mains des citoyens qui ne savent travailler qu'avec loyauté ; et de tout cela quel soulagement considérable pour le peuple dans la diminution des taxes et des impôts qui pourraient même être supprimés en grande partie ?

A la paix, comme les dépenses de l'Etat seraient bien moindres, l'intérêt de cinq pour cent pourrait être réduit à deux et demi ou trois pour cent. Cette réduction diminuerait, il est vrai, les revenus de l'Etat, mais d'un autre côté il est à présumer, d'après les ressources faciles que cette mesure présente aux propriétaires, que l'emprunt pourrait bien s'élever alors au quart, au tiers, à la moitié peut-être de la valeur des biens-fonds. Alors l'Etat se trouvant avoir un revenu infiniment au-dessus de ses dépenses, le surplus de ses besoins serait un fonds tout trouvé pour les entreprises projetées de canaux publics, hôpitaux, et autres établissemens dont l'exécution n'attend que l'heureux moment de la paix, ... et de l'argent.

Mais revenons à examiner quelques-uns des autres avantages que nous aurions encore à espérer de la mesure proposée.

Ce cinquième emprunté du Gouvernement, apporterait dans la circulation une masse de douze milliards de nouveau numéraire ou de billets aussi solides que le numéraire, laquelle masse serait plus que suffisante pour mettre l'aisance dans toutes les classes de citoyens, tant ceux qui possèdent les biens-fonds que ceux qui n'ont que leur industrie pour toute fortune.

Les banques de commerce et de prêts sur nantissemens, étant forcées de réduire aussi l'intérêt de leurs avances, le commerçant qui pour soutenir son crédit est contraint d'emprunter aujourd'hui à 2 et 3 pour cent par mois, sur des marchandises qui ne font souvent que dépérir entre les mains du prêteur, le commerçant dis-je, trouvant à emprunter à 5 ou 6 pour cent par an, les faillites, qui se sont depuis quelque tems multipliées au point d'éveiller la sollicitude des Législateurs, cesseraient, la cause cessante, ou du moins elles deviendraient beaucoup moins fréquentes.

Les Manufactures, les Arts se rétabliraient de droit, et nous pourrions espérer de voir, non-seulement notre Commerce, mais encore notre Marine reprendre aussi peu-à-peu la vigueur qu'elle a perdue.

Le prix du fermage et du travail baisserait,

et par suite celui des matières premières ; nos étoffes, nos objets de Manufacture venant à diminuer, l'étranger ne trouverait plus le même bénéfice, le même encouragement à verser les siens dans notre pays, et cet étranger si adroit à trouver les moyens de nous enlever le peu de numéraire qui circule encore parmi nous, ne pourrait au moins nous enlever celui-ci qui, toujours demeurant dans le pays, y fructifierait abondamment, et vivifierait enfin tous les genres d'industrie.

On peut se flatter aussi que ce nouvel ordre de choses donnerait du courage aux citoyens mécontens (et qui très-souvent ne le sont que parce qu'ils souffrent); et à la suite d'un état de gêne aussi désespérant que celui où nous nous sommes trouvés, un état d'aisance générale rapprocherait probablement aussi toutes les opinions ; chacun trouvant son intérêt à se rassembler autour du Gouvernement, cette réunion lui donnerait une nouvelle force, une énergie qu'il n'a pas eue et qu'il n'a pu avoir jusqu'à ce moment. L'ennemi qui a su profiter si habilement du mécontentement et des dissentions intérieures, ne trouvant plus les esprits disposés à écouter ses insinuations, finirait par abandonner ses intrigues éternelles contre notre existence politique, et faute de combustible chez nous, c'est chez lui-même qu'il verrait bientôt

se porter l'incendie, le mécontentement universel ; bientôt aussi il serait forcé d'y céder, et d'en venir à désirer sincèrement une paix qu'il trouverait nécessaire pour sa propre conservation : car enfin c'est uniquement de l'état de nos finances que dépendra le succès de nos armes, nous dirons même le succès de toutes nos victoires.

Nous trouverions bien d'autres choses à dire encore en faveur de ce projet, mais nous nous bornerons à ajouter ici que l'idée proposée a déjà l'expérience en sa faveur. Le premier papier-monnaie établi dans les Etats-Unis d'Amérique y a été plus déprécié encore que les assignats ne l'ont été en France, puisque sa réduction a été de mille pour un : cela n'a pas empêché plusieurs de ces Etats d'essayer depuis peu d'années un autre papier-monnaie, créé sur les principes proposés ci-dessus ; la première idée en a été donnée par les mêmes citoyens qui la présentent ici ; elle y a été discutée, adoptée et mise en exécution ; dès le premier moment de l'émission, l'agiotage a fait perdre à ce papier 10 et 15 pour cent, mais bientôt la confiance s'y est établie, au point que dans les magasins l'on achète avec ce papier aussi facilement qu'avec du numéraire ; et pour peu que vous achetiez pour cinq livres, l'on vous rend sur un billet de dix livres le surplus en numéraire.

Au reste, ce projet pourrait bien n'être pas tout-à-fait agréable à quelques individus intéressés à soutenir le haut prix de l'intérêt de l'argent; si nous n'avons pas le bonheur d'obtenir leur suffrage, nous en aurons infiniment de regret, mais nous conserverons assez bonne opinion de leur industrie pour croire qu'elle ne resterait pas en défaut dans cette circonstance, et qu'ils sauront certainement, au milieu du bonheur général, trouver toujours à faire leur propre bonheur particulier.

J. Noël FAMIN.
Honoré DUHEM.

Paris le 7 Pluviôse an VII.